

LETTRE D'ENTENTE
en date du 13 décembre 2006

ENTRE :

ALCAN INC., une personne morale dûment constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*, ayant son siège social au 1188, rue Sherbrooke Ouest à Montréal, agissant et dûment représentée aux fins des présentes par monsieur David McAusland, vice-président directeur, Développement d'entreprise et directeur général des Services juridiques;

(ci-après appelée « Alcan »)

ET :

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, agissant et dûment représenté aux fins des présentes par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, monsieur Raymond Bachand, lui-même représenté par monsieur Gilles Demers, sous-ministre, monsieur Pierre Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, lui-même représenté par monsieur Normand Bergeron, sous-ministre, monsieur Michel Audet ministre des Finances, lui-même représenté par monsieur Jean Houde, sous-ministre et monsieur Claude Béchar, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, lui-même représenté par madame Madeleine Paulin, sous-ministre;

(ci-après appelé le « Gouvernement »)

ET :

HYDRO-QUÉBEC, une personne morale dûment constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec* (L.R.Q., c. H-5), ayant son siège social au 75, boulevard René-Lévesque Ouest à Montréal, agissant et dûment représentée aux fins des présentes par monsieur Thierry Vandal, président-directeur général;

(ci-après appelée « Hydro-Québec »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'Alcan participe de façon significative à l'essor économique du Québec depuis plus de 100 ans;

ATTENDU QUE depuis ses débuts au Québec, Alcan s'est développée en tant que société prospère et hautement respectée ayant des entreprises, actifs et employés dans plusieurs pays du monde;

ATTENDU QU'Alcan, le Gouvernement et diverses communautés du Québec ont développé au fil des ans, une relation à long terme mutuellement bénéfique;

ATTENDU QU'Alcan reconnaît la profondeur et l'importance de ses racines au Québec et la mesure dans laquelle ses actifs, employés et opérations au Québec, incluant ses actifs et droits relatifs à la production d'énergie hydroélectrique, ont contribué à son succès;

ATTENDU QU'Alcan emploie des milliers de personnes au Québec et leur offre des opportunités de développement de carrière de qualité, crée des emplois indirects importants au moyen de sa demande pour des produits et services, investit significativement dans des activités de recherche et de développement, a des milliards de dollars en capitaux investis au Québec et gère de façon efficace et responsable les ressources naturelles qu'elle détient et contrôle;

ATTENDU QU'Alcan est soucieuse de la protection de l'environnement dans les milieux où elle œuvre de manière à ce que les projets qu'elle poursuit soient conçus et réalisés en conformité avec les lois et la réglementation applicable, dans une perspective de développement durable;

ATTENDU QU'en acquérant la société Algroup en 2000 et Pechiney en 2003, Alcan a pratiquement triplé ses revenus et étendu ses actifs à l'échelle mondiale. En particulier, Alcan a su ajouter à son leadership opérationnel, le leadership technologique développé par la société Aluminium Pechiney depuis plus de vingt ans;

ATTENDU QU'Alcan a fait part au Gouvernement d'options stratégiques durables impliquant le maintien d'une présence importante d'Alcan au Québec via un programme d'investissement substantiel pour les années à venir, incluant l'exercice de son leadership technologique industriel au Québec par l'entremise de la plateforme technologique AP50. La réalisation du programme d'investissement Alcan permettra l'ajout, sur une base annuelle, aux termes du programme, d'environ 400 000 tonnes métriques de nouvelle capacité de production d'aluminium primaire dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, au Québec;

ATTENDU QUE les projets faisant partie du programme d'investissement Alcan tel qu'envisagé comprennent :

- (i) la construction d'une usine pilote à Saguenay (sur le site Arvida), d'une capacité annuelle maximale d'environ 60 000 tonnes métriques, pour tester, à l'échelle préindustrielle, l'avancée technologique la plus récente, AP50 (l'« usine pilote AP50 »);
- (ii) l'ajout d'environ 170 000 à 195 000 tonnes métriques de capacité annuelle de production d'aluminium à l'usine d'Alma; et
- (iii) l'ajout d'environ 170 000 à 195 000 tonnes métriques de capacité annuelle de production d'aluminium sur le site d'Arvida;

ATTENDU QU'Alcan prévoit en outre effectuer un investissement substantiel afin d'ajouter de la capacité de production à sa centrale hydroélectrique de Shipshaw;

ATTENDU QUE l'ensemble de ces projets implique des investissements d'environ deux milliards cent quarante-cinq millions de dollars (2 145 000 000 \$) (le « programme d'investissement Alcan »);

ATTENDU QU'Alcan compte débiter les travaux préparatoires reliés à l'usine pilote AP50 dès 2007;

ATTENDU QUE, quant aux autres projets, Alcan s'engage à débiter les travaux reliés à la dernière phase du programme d'investissement Alcan d'ici le 31 décembre 2015;

ATTENDU QU'afin d'en assurer la viabilité économique, le déploiement du programme d'investissement Alcan requiert l'appui du Gouvernement sous diverses formes;

ATTENDU QUE les engagements pris par Alcan dans la présente lettre d'entente respectent les exigences du Gouvernement en termes de création de richesse;

ATTENDU QUE le Gouvernement est disposé à soutenir le programme d'investissement Alcan selon des conditions financières et autres reflétées dans la présente lettre d'entente;

ATTENDU QUE le déploiement du programme d'investissement Alcan requiert notamment la reconduction et la modification d'ententes en vigueur avec Hydro-Québec et la conclusion d'une nouvelle entente pour l'octroi d'un bloc d'énergie supplémentaire;

ATTENDU QUE le Gouvernement et Hydro-Québec sont disposés à consentir à la reconduction et la modification d'ententes en vigueur et à la conclusion d'une nouvelle entente pour l'octroi d'un bloc d'énergie supplémentaire; et

ATTENDU QU'afin d'assurer la mise en œuvre du programme d'investissement Alcan, le Gouvernement est également disposé à (i) informer Alcan, et lui prêter assistance quant aux différents programmes d'aide gouvernementale pertinents et, (ii) informer Alcan et lui prêter assistance pour l'obtention des divers permis, certificats et autres

consentements pouvant être requis aux fins de la mise en œuvre des différents éléments faisant partie du programme d'investissement Alcan, le tout suivant les lois, règlements et autres en vigueur.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Engagements d'Alcan

1.1 Ajout de nouvelle capacité de production d'aluminium primaire au Québec

1.1.1 Alcan s'engage à investir un minimum de deux milliards dix millions de dollars (2 010 000 000 \$) au Québec dans de nouvelles installations de production d'aluminium primaire devant contribuer à l'ajout, sur une base annuelle, aux termes du programme, de 400 000 tonnes métriques de capacité de production d'aluminium primaire et à la création de 740 emplois directs à temps plein (liés à l'ajout de capacité), tel que ces emplois sont plus amplement décrits au paragraphe 1.1.4 ci-dessous. Alcan s'engage à débiter les travaux inhérents à la dernière phase du programme d'investissement Alcan, d'ici le 31 décembre 2015. Pour plus de certitude, la référence aux termes *ajout de capacité de production d'aluminium primaire* à la présente lettre d'entente s'entend de l'ajout brut de capacité de production d'aluminium primaire d'Alcan au Québec découlant du programme d'investissement Alcan sans égard aux retraits de capacité de production envisagés aux termes du paragraphe 1.3 de la présente lettre d'entente (lesquels pourraient avoir pour effet de réduire la capacité totale de production d'aluminium primaire d'Alcan au Québec).

1.1.2 Parmi les investissements envisagés, Alcan s'engage à investir environ cinq cent soixante-dix millions de dollars (570 000 000 \$) dans la construction d'une usine pilote à Saguenay (sur le site Arvida), d'une capacité annuelle de production d'aluminium primaire d'environ 60 000 tonnes métriques, pour tester et optimiser, à l'échelle préindustrielle, l'avancée technologique la plus récente, AP50 (tel que ce terme est défini au paragraphe 2.1.10 de la présente lettre d'entente) (l'« usine pilote AP50 »). L'usine pilote AP50 contribuera à la création ou au maintien d'environ 180 emplois directs (parmi les 740 mentionnés au paragraphe 1.1.1).

1.1.3 Les autres investissements envisagés afin de respecter l'engagement énoncé au paragraphe 1.1.1 sont les suivants :

(i) l'ajout d'environ 170 000 à 195 000 tonnes métriques de capacité annuelle de production d'aluminium primaire à l'usine d'Alma; et

(ii) l'ajout d'environ 170 000 à 195 000 tonnes métriques de capacité annuelle de production d'aluminium primaire sur le site d'Arvida;

Alcan pourra également respecter l'engagement énoncé au paragraphe 1.1.1 de la façon suivante : (i) ajouter davantage de capacité sur l'un des deux sites ou encore, (ii) n'effectuer qu'un seul projet pour l'ensemble de l'ajout de capacité (environ 340 000 tonnes métriques) sur l'un des deux sites, sous réserve que tout ajout de capacité de production utilisant la technologie AP50 à Arvida ou ailleurs sera assujéti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement dans la mesure où cet assujettissement est prévu à la réglementation applicable.

- 1.1.4 Alcan s'engage à maintenir, pour une période de trois ans suivant le début des opérations de chacune des installations visées par les investissements envisagés aux paragraphes 1.1.2, 1.1.3 ou 1.1.5, les emplois mentionnés au paragraphe 1.1.1 et rattachés à chaque nouvelle installation faisant partie du programme d'investissement Alcan. Seront considérés aux fins du calcul du nombre d'emploi, les emplois ou les emplois cumulés, comprenant un nombre d'heures hebdomadaires équivalant à une semaine régulière de travail au Québec (temps plein). Les emplois directs maintenus en raison du programme d'investissement Alcan qui auraient été autrement supprimés en raison des fermetures d'usines auxquelles il est fait référence au paragraphe 1.3.1 seront pris en compte, aux fins du calcul du nombre d'emplois créés mentionné au paragraphe 1.1.1, à compter de la date où ils auraient été autrement supprimés.
- 1.1.5 Alcan pourra également réaliser ses engagements à ajouter un total de 340 000 tonnes de capacité de production d'aluminium primaire ailleurs qu'aux usines d'Alma et d'Arvida tel que décrit au paragraphe 1.1.3, dans la mesure où ces investissements alternatifs sont réalisés dans de nouvelles unités de production d'aluminium primaire (nouvelle usine ou ajout d'une nouvelle ligne de production à une usine existante) dans la Région administrative du Saguenay—Lac Saint-Jean, et que les engagements prévus au paragraphe 1.1.1 en matière de niveau d'investissement, de création d'emplois et d'ajout de capacité de production soient respectés (après avoir retranché la quote-part de ses engagements inhérents à l'usine pilote AP50). Alcan informera le Gouvernement, dans les meilleurs délais, de toute décision de procéder à des investissements alternatifs et de la nature de ceux-ci. Le Gouvernement disposera alors d'un délai de 45 jours ouvrables afin de confirmer que les investissements alternatifs respecteront, une fois réalisés, les engagements prévus au paragraphe 1.1.1 (après avoir retranché la quote-part de ses engagements inhérents à l'usine pilote AP50). Le défaut d'avis contraire de la part du Gouvernement sera présumé constituer une acceptation à l'effet que les investissements alternatifs respecteront, une fois réalisés, les engagements prévus au paragraphe 1.1.1 (après avoir retranché la quote-part de ses engagements inhérents à l'usine pilote AP50). Toute mésentente à savoir si les investissements alternatifs proposés permettront, une fois réalisés, de remplir les engagements prévus au paragraphe 1.1.1 sera tranchée au moyen du mécanisme de résolution des conflits prévu à la présente lettre d'entente.

1.2 Shipshaw

- 1.2.1 Alcan s'engage par ailleurs à compléter, d'ici 2013, l'installation d'un groupe turbine alternateur d'une capacité d'environ 225 MW à Shipshaw au coût d'environ cent trente-cinq millions de dollars (135 000 000 \$) (le « projet de Shipshaw »).

1.3 Usines comportant un défi de durabilité

- 1.3.1 Quatre usines au Québec soit : Shawinigan - Soderberg (1942), Beauharnois - Soderberg (1943), Arvida – pré-cuites (1950) et Vaudreuil – alumine (1936), pourraient devoir cesser leurs opérations de façon permanente et complète d'ici une dizaine d'années pour des raisons environnementales (dont la nouvelle réglementation québécoise) ou liées à leurs coûts d'opération. Sous réserve (i) de facteurs économiques empêchant la poursuite de ces opérations de façon profitable ou (ii) de l'incapacité d'Alcan de poursuivre l'opération de ces usines sans encourir des dépenses significatives ou (iii) de changement législatif ou d'une décision d'un tribunal ayant pour effet d'empêcher ou rendre non économique la poursuite par Alcan des opérations de ces usines tel qu'elles sont opérées aujourd'hui, Alcan s'engage à maintenir ces usines en opération jusqu'aux dates suivantes : le 31 décembre 2010 pour Beauharnois – le 31 décembre 2012 pour Shawinigan – le 31 décembre 2014 pour Arvida – et le 31 décembre 2008 pour Vaudreuil. Cet engagement n'a pas pour effet d'empêcher Alcan d'effectuer des arrêts temporaires ou partiels de ces usines. Aux fins du présent paragraphe, Alcan sera présumée ne plus pouvoir poursuivre les opérations des usines visées pour des facteurs économiques dans la mesure où, à tout moment d'ici les dates mentionnées ci-dessus, le prix de l'aluminium primaire sur le LME (3 mois) tombait, pour une période minimale de 30 jours continus, sous le seuil de mille huit cents dollars US (1 800 \$ US), ajusté en plus ou en moins en fonction d'une hypothèse de taux de change de quatre-vingt-huit cents US (0.88 \$ US) par dollar canadien. En date de signature de la présente lettre d'entente et sauf tel que décrit ci-dessus, Alcan n'envisage pas d'autre fermeture d'aluminerie au Québec.
- 1.3.2 Alcan s'engage à tenir le Gouvernement informé de toute décision de procéder à l'arrêt total et définitif de l'une ou l'autre des usines mentionnées au paragraphe 1.3.1, pour quelque raison que ce soit, au moins cinq jours ouvrables précédant la date d'annonce officielle (par communiqué de presse) par Alcan de l'arrêt envisagé des opérations et au moins 45 jours ouvrables précédant la date d'arrêt envisagée des opérations. Cet engagement est pris sous réserve de l'engagement du Gouvernement de prendre tous les moyens raisonnables qui s'imposent afin de garder la décision confidentielle jusqu'à son annonce officielle.

1.4 Efforts structurants – Grappe industrielle de l'aluminium

1.4.1 Alcan s'engage à maintenir en fonction, jusqu'en 2018 (niveau de dépense annuelle minimal de trois millions de dollars (3 000 000 \$) (dollars 2006)), son bureau de développement industriel régional inauguré en 2004 (ou un organisme équivalent) (le « bureau ») afin d'y promouvoir le développement industriel au Saguenay et dans les régions du Québec où elle opère. Le bureau concentrera ses activités afin de favoriser :

- (i) le soutien des grappes industrielles régionales des équipementiers, de la fabrication, de l'énergie, des produits de fonderie et du transport en vue de soutenir l'amélioration de la compétitivité des entreprises régionales concernées et de susciter de nouveaux projets;
- (ii) le partage d'efforts et d'expertise avec les différents partenaires économiques afin d'optimiser le support aux entreprises régionales concernées; et
- (iii) le soutien technique aux entreprises visées afin de favoriser le développement de nouvelles technologies et de nouveaux produits et d'en faciliter la commercialisation.

1.4.2 De façon plus précise à l'égard du procédé d'électrolyse AP50, Alcan, via le bureau ou autrement :

- (i) déploiera tous les efforts raisonnables afin de favoriser le développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean à titre d'unique plateforme technologique du procédé;
- (ii) maintiendra des activités de recherche et développement à l'usine pilote AP50 pendant toute la durée du prêt auquel il est fait référence au paragraphe 2.1.1 afin de maximiser les avantages que procure la technologie AP50 par rapport aux technologies existantes notamment, sur le plan de l'efficacité énergétique et environnementale et afin de tirer pleinement parti de la plateforme qu'offre l'usine pilote AP50 pour la poursuite de projets pouvant conduire à d'autres avancées technologiques, ou lorsque ces avancées sont faites autrement qu'en rapport direct avec l'AP50, pour la poursuite de projets visant à faire bénéficier l'AP50 de ces avancées technologiques. L'annexe 1 (strictement confidentielle) présente les intentions d'Alcan concernant son plan d'activités de recherche et développement au Québec et en France, en date de signature des présentes. Cette annexe ne crée pas de nouveaux engagements additionnels à ce qui est déjà prévu dans la lettre d'entente.

- (iii) Alcan s'engage par ailleurs à offrir des opportunités de développement à des ressources québécoises de façon à ce qu'elles aient l'occasion d'acquérir les compétences requises pour pourvoir aux futurs besoins en recrutement d'Alcan pour le groupe oeuvrant au niveau des activités de recherche et de développement, de vente et de marketing, ainsi que les activités de support après vente liées à la technologie AP50, étant entendu que ces nouvelles ressources exerceront principalement, par la suite, leur activité à partir du Québec;
 - (iv) soutiendra activement les équipementiers régionaux dans le développement d'une technique de fabrication compétitive pour les équipements roulants et à ce chapitre, fournira notamment, via le bureau, de l'expertise technique en vue de l'amélioration du processus de fabrication des équipementiers;
 - (v) offrira aux fournisseurs régionaux concernés le support pertinent en vue de leur homologation à titre de fournisseurs de certaines composantes (busbars, caissons et superstructures) dans l'objectif de procéder à l'homologation d'au moins un équipementier québécois dans chacune de ces trois catégories d'équipement (sans exclure ceux faisant partie du groupe Alcan et sous réserve que de tels équipementiers se montrent intéressés, fassent les démarches requises à l'homologation et démontrent qu'ils ont l'expertise et la solidité financière requise afin de recevoir une telle homologation). Une telle homologation est exigée, dans la plupart des cas, aux fins du maintien de la garantie de performance offerte, le cas échéant, par Alcan ou ses sociétés affiliées à titre de fournisseur de technologie d'aluminerie; et
 - (vi) au cours des cinq premières années suivant la signature de la présente lettre d'entente, maintiendra une ressource à temps plein disposant de l'expertise pertinente à la poursuite des activités décrites ci-haut.
- 1.4.3 Alcan s'engage à ce que le bureau assigne une ressource à temps plein à compter du 1^{er} janvier 2008 et pour les deux années suivant les dates de fermeture effectives de chacune des usines Shawinigan et Beauharnois et disposant de l'expertise pertinente afin soutenir les efforts locaux visant à revaloriser les sites industriels affectés par ces fermetures.
- 1.4.4 Alcan présentera au Gouvernement, sur une base annuelle le plan d'action ainsi que les résultats découlant des activités du bureau, notamment concernant le développement de la filière des fournisseurs et des équipementiers du Québec et les actions visant à revaloriser les sites industriels de Shawinigan et Beauharnois.

- 1.4.5 Alcan s'engage à maintenir son centre de recherche et de développement d'Arvida en opération (à un niveau d'activité au moins similaire à celui de 2006 (dollars 2006)) et ce, jusqu'en 2018. En plus des activités de recherche et développement liées à la technologie AP50 et à son procédé, Alcan pourra utiliser son centre de recherche et développement d'Arvida afin d'y poursuivre certaines des activités de recherche et développement liées, à titre d'exemple, aux technologies de coulée et au développement de produits à valeur ajoutée, aux technologies liées à l'environnement, au réseau d'analyse mondial de la qualité et aux recherches sur la bauxite et l'alumine.
- 1.4.6 Alcan s'engage à évaluer avec les producteurs pétroliers québécois la possibilité de participer à l'implantation d'une unité de cokéfaction (coker) au Québec.
- 1.4.7 Alcan s'engage à rendre disponible, d'ici le 31 décembre 2007, la somme de (i) huit millions de dollars (8 000 000 \$) dans un fonds dédié à la formation et au développement (incluant la commercialisation des produits) des équipementiers de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et (ii) deux millions de dollars (2 000 000 \$) à être répartis au gré d'Alcan, dans des fonds dédiés à la poursuite d'activités de développement économique dans les régions de Beauharnois et Shawinigan, pour un total de dix millions de dollars (10 000 000 \$). Ces fonds seront gérés par une tierce partie choisie par Alcan. Alcan aura un droit de regard sur les principes gouvernant l'allocation des fonds par la tierce partie.

1.5 Environnement

- 1.5.1 À l'égard des émissions SO₂ au Québec et des aspects environnementaux liés à ses activités au Québec, y compris celles reliées au programme d'investissement Alcan, Alcan prend les engagements décrits à l'annexe 2 des présentes («Entente de performance environnementale »).
- 1.5.2 Le Gouvernement confirme à Alcan que le projet de construction de l'usine pilote AP50 n'est pas assujéti au processus d'examen des impacts sur l'environnement prévu aux termes du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement du Québec. Alcan tiendra une soirée d'information sur le projet d'usine pilote AP50 préalablement à la demande d'autorisation en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*. L'ajout de capacité de production sur le site d'Arvida fera quant à lui l'objet d'un dépôt par Alcan d'un avis de projet conformément au processus d'examen des impacts sur l'environnement.

1.6 Énergie

- 1.6.1 La totalité de l'électricité produite par Alcan en vertu du bail de la Péribonca intervenu le 7 septembre 1984 entre le Gouvernement et Alcan et des contrats d'achat d'énergie auxquels il est fait référence aux présentes devra être utilisée

pour ses besoins industriels au Québec. Nonobstant ce qui précède, l'électricité qui ne sera pas utilisée à ses fins devra être vendue à Hydro-Québec et acquise par elle au prix convenu entre Alcan et Hydro-Québec et approuvé par le Gouvernement.

- 1.6.2 Le prix de vente à Hydro-Québec devra refléter, le tarif applicable aux achats faits par Alcan auprès d'Hydro-Québec aux termes des contrats d'énergie ou, en l'absence de tels contrats, le tarif industriel applicable au Québec.

2. Engagements du Gouvernement

2.1 Aide financière

- 2.1.1 Le Gouvernement s'engage à consentir à Alcan via sa société Investissement Québec ou une autre de ses sociétés, un prêt au montant de quatre cents millions de dollars (400 000 000\$), (ajusté suivant les modalités prévues au paragraphe 2.2 « Aide fiscale » ci-dessous) ne portant pas intérêt et remboursable trente (30) ans suivant le début des déboursés inhérents à chaque projet (le « prêt »).
- 2.1.2 Le versement du prêt sera effectué via Investissement Québec ou une autre de ses sociétés (le « prêteur ») à la fin de chaque trimestre, sur réception de pièces justificatives d'Alcan, pour un montant correspondant aux dépenses d'Alcan relativement aux projets auxquels il est fait référence au paragraphe 1.1, jusqu'à concurrence de (i) cent soixante-cinq millions de dollars (165 000 000 \$) pour l'usine pilote AP50 au Saguenay—Lac-Saint-Jean et (ii) cent treize millions de dollars (113 000 000 \$) et cent vingt-deux millions de dollars (122 000 000 \$), respectivement pour les projets Arvida et Alma (ajusté pour prendre en compte la taille du projet si différent de 170 000 tonnes métriques environ par projet) ou pour les projets alternatifs, le cas échéant.
- 2.1.3 Sont considérées admissibles aux fins du paragraphe 2.1.2 ci-dessus, l'ensemble des dépenses capitalisables, encourues et payées par Alcan conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables au Canada ainsi que les dépenses inhérentes aux coûts de démolition sur le site Arvida.
- 2.1.4 Alcan s'engage à rembourser le prêt par anticipation comme suit :
- (i) Advenant qu'au 31 décembre 2012, Alcan ait investi un montant moindre que cinq cent soixante-dix millions de dollars (570 000 000 \$) à l'égard de l'usine pilote AP50 au Saguenay—Lac-Saint-Jean, il y aura remboursement par anticipation du montant prêté au titre de l'usine pilote AP50 à raison de 29% des investissements non réalisés par rapport aux investissements prévus de cinq cent soixante-dix millions de dollars (570 000 000 \$), jusqu'à concurrence d'un remboursement maximum de cent soixante-cinq millions de dollars (165 000 000 \$); et

(ii) Advenant qu'au 31 décembre 2018 Alcan ait investi un montant moindre que un milliard quatre cent quarante millions de dollars (1 440 000 000 \$) à l'égard des autres projets faisant parti de programme d'investissement Alcan, il y aura remboursement par anticipation du montant prêté au titre de ces projets à raison de 16,3 % des investissements non réalisés par rapport aux investissements prévus de un milliard quatre cent quarante millions de dollars (1 440 000 000 \$), jusqu'à concurrence d'un remboursement maximum de deux cent trente-cinq millions de dollars (235 000 000 \$) et remboursement par anticipation d'un montant correspondant à 3,54 % des investissements non réalisés en deca de un milliard quatre cent quarante millions de dollars (1 440 000 000 \$), jusqu'à concurrence d'un remboursement maximum de cinquante et un millions de dollars (51 000 000 \$).

Les intérêts payables par Alcan sur les montants remboursés par anticipation aux termes du présent paragraphe seront au taux équivalent au coût des fonds du prêteur à la date à laquelle le prêt sera effectué.

- 2.1.5 Advenant qu'au 31 décembre 2018 Alcan ait créé un nombre d'emplois directs inférieur à 740 (tels que ces emplois sont définis à l'article 1.1.4), elle devra verser au Gouvernement un montant égal à cent mille dollars (100 000 \$) par emploi direct qui n'a pas été créé, jusqu'à concurrence d'un maximum de cinquante millions de dollars (50 000 000 \$). Le seuil de 740 emplois créés est basé sur l'ajout de 400 000 tonnes métriques annuelles de production d'aluminium primaire. Dans l'éventualité où le nombre de tonnes annuelles de production d'aluminium primaire est moindre que 400 000 tonnes métriques, le seuil de 740 emplois sera réduit de façon proportionnelle. Pour plus de certitude, aucun dommage ne sera payable à l'égard des emplois non créés ou maintenus en raison des projets non réalisés.
- 2.1.6 Advenant le non-respect des engagements d'Alcan aux termes du paragraphe 1.3.1 de la présente lettre d'entente, Alcan devra verser au Gouvernement, pour chaque mois pour lequel elle devance la fermeture d'une usine par rapport à la date à laquelle elle s'est engagée à maintenir cette usine en opération aux termes du paragraphe 1.3.1 de la présente lettre d'entente, un montant de dommages liquidés de quatre cent mille dollars (400 000 \$) (Beauharnois), un million de dollars (1 000 000 \$) (Shawinigan), et deux millions cinq cent mille dollars (2 500 000 \$) (Arvida et Vaudreuil), jusqu'à concurrence d'un montant maximal total de vingt cinq millions de dollars (25 000 000 \$). Par ailleurs, Alcan versera des dommages liquidés de deux millions de dollars (2 000 000 \$) supplémentaires au fonds dédié à la formation et au développement des équipementiers de la région du Saguenay –Lac-St-Jean pour chacune des trois catégories d'équipementiers (busbars, caissons et superstructures), pour lesquels elle n'aura pas rencontré l'objectif décrit au paragraphe 1.4.2(vi) au 31 décembre 2010.

- 2.1.7 Les dommages, dommages liquidés ou autres sanctions (incluant celle reliée aux équipementiers prévue au paragraphe 2.1.6) découlant du non respect des engagements d'Alcan aux termes des paragraphes 1.3 et 1.4 de la présente lettre d'entente sont limités à vingt-cinq millions de dollars (25 000 000 \$), ceci, pour la durée de la présente lettre d'entente. Toute autre réclamation en dommage à l'égard des paragraphes 1.3 et 1.4 (autre qu'une réclamation en dommages liquidés), effectuée aux termes de la présente lettre d'entente, sera limitée aux dommages subis dans les 12 mois qui précèdent la date de la réclamation. Tout autre recours à l'égard des paragraphes 1.3 et 1.4, y compris ceux en exécution ou résiliation, est expressément exclu.
- 2.1.8 Les conséquences mentionnées aux paragraphes 2.1.4, 2.1.5, 2.1.6 et 2.1.7 ci-dessus constituent les seules conséquences d'un non respect des engagements d'Alcan contenues à la présente lettre d'entente. Dans aucun cas le montant des dommages, dommages liquidés ou autres sanctions (incluant celle reliée aux équipementiers prévue au paragraphe 2.1.6) aux termes des paragraphes 2.1.5, 2.1.6 et 2.1.7 ci-dessus, ou autrement, ne devra excéder cinquante millions de dollars (50 000 000 \$), ceci, pour la durée de la présente lettre d'entente. Tout autre recours y compris ceux en exécution ou résiliation, est expressément exclu.
- 2.1.9 Alcan aura la faculté de rembourser le prêt avant échéance, en tout ou en partie, en tout temps. Les autres termes et modalités du prêt seront substantiellement équivalents à ceux reflétés en annexe 3 de la présente.
- 2.1.10 Alcan s'engage à verser au Gouvernement, jusqu'à la date la plus rapprochée de (i) la date d'échéance du prêt et (ii) la date de remboursement anticipé du prêt, le cas échéant, une redevance sur les droits de licences perçus par Alcan ou une de ses sociétés affiliées à l'occasion de l'octroi de licence à des tiers (à l'exclusion des droits liés à tout projet ou à toute quote-part d'un projet dans lequel Alcan détiendrait, directement ou indirectement, une participation sous une forme ou une autre) de la technologie d'aluminerie AP50. Le montant de la redevance sera de deux millions de dollars (2 000 000 \$) par tranche complète de 500 000 tonnes métriques de nouvelle capacité (technologie AP50) installée (s'entend de la capacité découlant de l'installation de nouvelles cuves seulement), pour laquelle Alcan a perçu des redevances aux termes d'une entente de transfert technologique. Aux fins de la présente lettre d'entente, la référence à la technologie d'aluminerie AP50 (« AP50 ») comprend la technologie AP50, incluant les versions subséquentes basées sur la même technologie (niveau d'ampérage supérieur à 500 000 ampères et inférieur à 599 000 ampères dans la mesure où ce niveau d'ampérage est obtenu en utilisant des cuves de même dimension et caractéristiques que les cuves du procédé AP50 initial), mais exclut toute technologie dérivée subséquent ou nouvelle technologie d'aluminerie. La redevance sera payable dans les 90 jours de la date de mise en production de chaque nouvelle installation.

- 2.1.11 Advenant que l'un ou l'autre des projets faisant partie du programme d'investissement Alcan cesse ses opérations de façon complète et permanente avant la fin de la durée d'amortissement du prêt, Alcan s'engage à rembourser au prêteur le solde en capital de la partie du prêt dévolue à ce projet.

2.2 Aide fiscale

- 2.2.1 Le Gouvernement s'engage à apporter des améliorations au régime fiscal des sociétés pour en accroître la compétitivité et conférer à Alcan des bénéfices fiscaux qui s'y rattachent pour une valeur de cent douze millions de dollars (112 000 000 \$).
- 2.2.2 Les améliorations au régime fiscal des sociétés comprendront les changements apportés à la structure de taux d'imposition et de taxation ainsi que les mesures d'aide spécifiques se rapportant aux impôts et taxes suivants : l'impôt sur le revenu des sociétés, la taxe sur le capital et la cotisation des employeurs au Fonds des services de santé.
- 2.2.3 Le montant de cent douze millions de dollars (112 000 000 \$) a été établi sur la base du scénario d'investissement présenté, pour chacun des projets, en annexe 4 des présentes (« États financiers prévisionnels, en date du 21 septembre 2006 ») en appliquant à chacun des projets envisagé, le congé fiscal pour projets majeurs d'investissement d'une période de 10 ans. L'évaluation couvre la période s'échelonnant de 2010 à 2023 inclusivement (voir annexe).
- 2.2.4 Les améliorations au régime fiscal des sociétés seront déterminées subséquemment par le Gouvernement d'ici le 1^{er} juillet 2007.
- 2.2.5 Une fois les modalités annoncées par le Gouvernement, les bénéfices fiscaux qui en découleront d'ici 2023 (inclusivement) seront évalués sur la base du scénario décrit en annexe 4 des présentes pour chacun des projets, et des assiettes fiscales d'Alcan au Québec, telles que reflétées par la déclaration d'impôt de l'entreprise pour l'année d'imposition 2005. Les bénéfices fiscaux correspondront à la réduction du fardeau fiscal au Québec obtenue en appliquant au scénario décrit en annexe et aux assiettes fiscales déclarées en 2005 les améliorations au régime fiscal des sociétés.
- 2.2.6 Dans le cas où, d'ici le 1^{er} juillet 2007, les améliorations envisagées au régime fiscal des sociétés ne se concrétisent pas, ne se concrétisent pas de la façon décrite ci-dessus ou que les bénéfices fiscaux en découlant au bénéfice d'Alcan sont inférieurs au montant de cent douze millions de dollars (112 000 000 \$) auquel il est fait référence ci-dessus, le montant du prêt à être consenti à Alcan sera augmenté pour combler la différence. La tranche de prêt supplémentaire s'ajoutera au montant du prêt de quatre cents millions de dollars (400 000 000 \$)

et sera appliquée aux différents projets suivant la même formule d'allocation que celle applicable au montant initial du prêt et sera assujettie aux mêmes conditions.

- 2.2.7 Si en raison de changement législatif ou autrement, les améliorations au régime fiscal apportées par le Gouvernement auxquelles il est fait référence au paragraphe 2.2.4 ci-dessus de façon à priver Alcan des bénéfices fiscaux envisagés à l'égard de l'un ou l'autre des projets décrits au paragraphe 1.1, le montant du prêt sera ajusté dans la mesure de l'impact subi par Alcan à l'égard de ces projets. La tranche de prêt supplémentaire s'ajoutera au montant du prêt de quatre cents millions de dollars (400 000 000 \$) et sera appliquée aux différents projets suivant la même formule d'allocation que celle applicable au montant initial du prêt et sera assujettie aux mêmes conditions.

2.3 Bail de la Péribonca

- 2.3.1 Le Gouvernement confirme à Alcan que cette dernière a rempli toutes les conditions requises à l'exercice de l'option de renouvellement (de 2034 à 2058) du bail de la Péribonca intervenu entre le Gouvernement et Alcan le 7 septembre 1984 (le « bail »), telles que ces conditions sont énoncées à l'article 3 de la rubrique « Charges et conditions » du bail.
- 2.3.2 Sous réserve de l'engagement d'Alcan aux termes du paragraphe 1.6 de la présente lettre d'entente, le Gouvernement confirme à Alcan que les termes et conditions du bail pour la période de renouvellement (2034 à 2058) seront les mêmes que celles qui s'appliquent durant le terme initial du bail, incluant mais sans restriction les redevances prévues à l'article 3 de la rubrique « Charges et conditions », lesquelles continueront de faire l'objet de l'indexation annuelle qui y est prévue pour toute la période de renouvellement.
- 2.3.3 Le Gouvernement s'engage à (i) modifier le bail de façon à ce que les éléments décrits aux paragraphes 2.3.1 et 2.3.2 ci-dessus y soient reflétés, tel que cette modification apparaît en annexe 5 des présentes (« Avenant numéro 1 du bail relatif à la location de forces hydrauliques de la rivière Péribonca ») et (ii) à prendre toute autre disposition requise ou pertinente pour donner valablement effet aux paragraphes 2.3.1 et 2.3.2.

2.4 Autres

- 2.4.1 Afin d'assurer la mise en œuvre de la présente lettre d'entente et du programme d'investissement Alcan conformément aux éléments de mise en œuvre décrits en annexe 9, le Gouvernement s'engage à fournir des efforts raisonnables afin de (i) informer Alcan et lui prêter assistance quant aux différents programmes d'aide gouvernementale pertinents, et (ii) informer Alcan et lui prêter assistance pour l'obtention des divers permis, certificats et autres consentements pouvant être requis aux fins de la mise en œuvre des différents éléments faisant partie du

programme d'investissement Alcan, le tout suivant les lois, règlements et autres en vigueur.

3. Engagements d'Hydro-Québec

3.1 Contrat 342 MW

3.1.1 Hydro-Québec s'engage à reconduire le contrat d'énergie intervenu entre Hydro-Québec et Alcan le 9 février 1998 (le « contrat d'énergie ») jusqu'au 31 décembre 2045 suivant les conditions tarifaires établies par le Gouvernement et à y effectuer certains autres changements.

3.1.2 Les changements devant être effectués au contrat d'énergie pour donner effet à l'engagement décrit au paragraphe 3.1.1 y compris les conditions tarifaires applicables sont reflétés en annexe 6 des présentes (« Avenant numéro 1 au contrat d'énergie »). Hydro-Québec et Alcan conviennent de signer l'Avenant numéro 1 au contrat d'énergie d'ici le 13 décembre 2006 ou toute autre date pouvant être convenue d'un commun accord entre les parties.

3.2 Bloc d'énergie supplémentaire 225 MW

3.2.1 Hydro-Québec s'engage à rendre disponible à Alcan, à compter du 1^{er} janvier 2010, 225 MW d'énergie supplémentaire (« énergie supplémentaire ») jusqu'au 31 décembre 2045 suivant les conditions tarifaires établies par le Gouvernement.

3.2.2 Les principales modalités applicables à la vente d'énergie supplémentaire y compris les conditions tarifaires applicables sont reflétées en annexe 7 des présentes (« Principales modalités de l'énergie supplémentaire »). Hydro-Québec et Alcan s'engagent à conclure une entente reflétant substantiellement les principales modalités de l'énergie supplémentaire d'ici le 16 février 2007 ou toute autre date pouvant être convenue d'un commun accord entre les parties.

3.3 Contrat de vente de puissance

3.3.1 Hydro-Québec s'engage à reconduire le contrat de vente de puissance intervenu entre Hydro-Québec et Alcan le 9 février 1998 (le « contrat de puissance d'origine ») jusqu'au 31 décembre 2045, à augmenter la puissance contractuelle de 150 MW et à y effectuer certains autres changements.

3.3.2 Les changements devant être effectués au contrat de puissance d'origine pour donner effet à l'engagement décrit au paragraphe 3.3.1 sont reflétés en annexe 8 des présentes (« Avenant numéro 1 au contrat de puissance »). Hydro-Québec et Alcan conviennent de signer l'Avenant numéro 1 au contrat de puissance d'ici le 13 décembre 2006 ou toute autre date pouvant être convenue d'un commun accord entre les parties.

4. Conditions préalables

- 4.1 À l'exception du présent article 4 et des articles 7 à 12 des présentes, lesquels prennent effet à la date de signature des présentes, les éléments suivants constituent des conditions préalables à la prise d'effet de la présente lettre d'entente :
- 4.1.1 Décision du Conseil des ministres à l'effet de (i) mandater le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune, le ministre des Finances et le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs ou leurs mandataires autorisés à signer la présente lettre d'entente, à prendre toutes les mesures nécessaires pour donner plein effet aux engagements du Gouvernement et d'Hydro-Québec (y compris l'adoption des décrets requis le cas échéant) tels que ces engagements sont décrits à la présente lettre d'entente, (ii) autoriser la signature par Hydro-Québec des contrats auxquels il est fait référence aux paragraphes 3.1, 3.2 et 3.3 des présentes et, (iii) autoriser Investissement Québec à consentir l'aide financière à laquelle il est fait référence au paragraphe 2.1 d'ici le 13 décembre 2006;
- 4.1.2 Annonce publique faite par Alcan d'ici le 15 décembre 2006 de son intention d'aller de l'avant avec le projet d'usine pilote AP50; et
- 4.1.3 Confirmation, par le gouvernement fédéral, de l'obtention de crédits d'impôt pour la recherche et le développement d'une valeur d'environ quatre-vingt-quinze millions de dollars (95 000 000 \$).
- 4.2 Alcan se réserve le droit de renoncer à la condition décrite au paragraphe 4.1.3 ci-dessus.

5. Mise en œuvre des engagements

- 5.1 Les éléments de mise en œuvre de la présente lettre d'entente sont décrits en annexe 9 des présentes (les « éléments de mise en œuvre »). Sous réserve de la condition préalable exprimée au paragraphe 4.1.1 liée à l'approbation de la présente lettre d'entente par le Conseil des ministres, laquelle approbation est à l'entière discrétion du Conseil des ministres, les parties s'engagent à déployer les meilleurs efforts afin d'effectuer tout ce qui est requis ou pertinent pour donner pleinement effet aux engagements contenus à la présente incluant les éléments de mise en œuvre d'ici les dates qui y sont prévues ou toute autre date pouvant être convenue entre elles d'un commun accord.
- 5.2 Les obligations des parties prévues aux présentes et ce qui en découle ne sont exécutoires que dans la mesure où :

- (i) elles ne contreviennent à aucune loi ou règlement en vigueur au Québec;
- (ii) les permis, autorisations ou autres approbations applicables pouvant être requis des autorités gouvernementales ayant juridiction soient obtenus; et
- (iii) qu'aucune procédure judiciaire mettant en cause l'ensemble ou une partie des éléments contenus à la présente entente ne soit pendante.

6. Force majeure

- 6.1.1 Si une partie est touchée par un cas de Force majeure, elle doit en donner avis sans délai aux autres parties et leur indiquer dans cet avis, le plus précisément possible, l'effet de cette Force majeure sur sa capacité d'exécuter ses obligations conformément au présent contrat et tout délai envisagé qui en découle.
- 6.1.2 La partie affectée par un cas de Force majeure voit ses obligations suspendues dans la mesure seulement et en autant qu'elle agisse avec diligence raisonnable afin d'éliminer ou de corriger les causes et les effets de cette Force majeure. Cependant, le règlement des conflits de travail, grèves, piquetages et lock-out est laissé à l'entière discrétion de la partie affectée qui fait face à ces difficultés.
- 6.1.3 Sous réserve de l'obligation de fournir l'avis prévu au premier paragraphe du présent article, l'inexécution d'une obligation en raison d'un cas de Force majeure ne constitue pas un cas de défaut en vertu des présentes, donne lieu à un report d'autant des délais prévus aux présentes qui découlent de l'obligation suspendue pour cause de Force majeure, n'entraîne pas de dommages-intérêts, ni de recours en exécution de l'obligation même, en résiliation ou de quelque autre nature que ce soit.
- 6.1.4 L'expression « Force majeure » au présent paragraphe signifie tout événement imprévisible, irrésistible et échappant au contrôle d'une partie qui retarde, interrompt ou empêche l'exécution totale ou partielle par cette partie de ses obligations en vertu des présentes; sans restreindre la portée de ce qui précède, l'un ou l'autre des événements suivants constitue un événement de Force majeure: guerre, embargo, insurrection, invasion, émeute, rébellion, troubles sociaux, épidémie, inondation, incendie, explosion, foudre, tremblement de terre, verglas, orage, sabotage, conflit de travail, grève, piquetage ou lock-out (y compris les conflits de travail, grèves, piquetages et lock-out chez la partie invoquant la Force majeure), ainsi que tout acte, omission et toute contrainte par une cour ou par une autorité publique (incluant le défaut ou retard d'émission de permis requis malgré les efforts raisonnables entrepris à cet égard), y compris pour l'exécution par une partie de ses obligations en vertu des présentes.

7. Terminaison

- 7.1 Sous réserve du paragraphe 4.2, la présente lettre d'entente prendra fin si l'une ou l'autre des conditions préalables mentionnées au paragraphe 4.1 n'est pas satisfaite avant les dates qui y sont prévues.
- 7.2 Les obligations décrites aux articles 10, 11 et 12 continueront d'avoir effet nonobstant la terminaison de la présente lettre d'entente.

8. Engagements de nature contractuelle

- 8.1 Les engagements contenus à la présente lettre d'entente constituent des obligations de nature contractuelle liant les parties, ainsi que leurs successeurs respectifs et cessionnaires autorisés le cas échéant, sous réserve que les conséquences en cas de non-respect par Alcan de ses engagements seront limitées à celles qui y sont expressément prévues et éventuellement aux conséquences qui seront prévues dans les contrats en découlant.

9. Cession

- 9.1 Les parties reconnaissent et acceptent la possibilité pour Alcan de céder la présente lettre d'entente et les contrats en découlant (sous réserve de ce qui est prévu à ces contrats) à l'une ou l'autre de ses entités affiliées. Dans un tel cas, Alcan sera alors garante et solidairement obligée, envers le Gouvernement et Hydro-Québec, de l'exécution de ses obligations aux termes des présentes ou des contrats en découlant, sauf si le Gouvernement consent de façon explicite à ce qu'Alcan soit libérée de cet engagement. Sous réserve de ce qui précède, la présente lettre d'entente et les contrats en découlant sont incessibles, sauf du consentement des parties.

10. Confidentialité

- 10.1 Les paragraphes 10.2 à 10.7 qui suivent, ainsi que les droits et obligations qui en découlent, s'appliquent sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1) ainsi que de la *Loi sur les archives* (L.R.Q., c. A-21.1), telles que modifiées.
- 10.2 Toute information de nature financière, commerciale, technique ou autre information ou données, brevet, secret de commerce, procédé, savoir-faire ou autre propriété intellectuelle de quelque nature qu'elle soit relative au projet d'investissement Alcan et divulguée par une partie à l'une ou l'autre des parties ou à ses gestionnaires, administrateurs, officiers, employés, conseillers et représentants à l'occasion de la signature de la présente lettre d'intention et des discussions en ayant précédé la signature ou pouvant en découler, nonobstant le

moyen de communication de cette information, sera considérée comme de l'information confidentielle aux fins du présent article 10 (l'« information confidentielle »).

10.3 Chaque partie conserve la propriété de l'information, qu'elle soit confidentielle ou non, qu'elle divulgue. Pendant la durée de la présente lettre d'entente et pour une période de cinq ans à compter de la date de signature de la présente, la partie qui a pris connaissance d'une information confidentielle doit :

- a) utiliser l'information confidentielle aux seules fins du projet et pour aucune autre fin; et
- b) sous réserve de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, conserver confidentielle, protéger et ne pas divulguer l'information confidentielle à quiconque sauf tel que prévu ci-après.

10.4 Chaque partie convient que l'information confidentielle ne peut être divulguée (i) qu'aux gestionnaires, administrateurs, officiers, employés, conseillers et représentants qui doivent avoir accès à cette information aux fins d'évaluer le projet et les activités qui y sont liées, et (ii) qu'aux conseillers dont les services pourraient raisonnablement être requis en rapport avec le projet. Toute personne à qui l'information confidentielle est divulguée s'engagera auprès de la partie recevant l'information confidentielle à se conformer aux obligations de confidentialité, utilisation et de non-divulgaration décrites aux présentes.

10.5 Les éléments suivants ne constituent pas de l'information confidentielle à l'égard de la partie réceptrice :

- a) l'information connue de celle-ci avant sa divulgation;
- b) l'information faisant partie du domaine public après sa divulgation autrement qu'en raison d'un défaut de la partie réceptrice;
- c) l'information ayant fait l'objet d'une divulgation à celle-ci par une tierce partie n'étant pas sous le coup d'une obligation de confidentialité et qui n'a pas été acquise de façon déloyale, dans la mesure où une telle divulgation est documentée; ou
- d) une divulgation faite en réponse à une demande faite par une entité gouvernementale ou par ordre d'un tribunal, dans la mesure où la partie faisant l'objet de la demande de divulgation ait avisé sans délai la partie ayant divulgué l'information et ait pris toutes les mesures raisonnables aux fins d'assurer le traitement confidentiel des informations divulguées.

- 10.6** Rien dans la présente lettre d'entente ne doit être interprété comme conférant, en faveur de la partie recevant de l'information confidentielle ou de toute autre personne, un droit de propriété, droit de propriété intellectuelle ou tout autre droit détenu par la partie divulguant de l'information confidentielle, non plus que comme une obligation pour une partie de divulguer un élément particulier à une ou l'autre des parties.
- 10.7** À l'exception du contexte où une partie aurait une obligation légale de divulgation, aucune partie ne peut faire d'annonce publique relativement au contenu de la présente lettre d'entente ou relativement au projet sans obtenir au préalable le consentement écrit des autres parties.

11. Avis

- 11.1** Les avis et autres communications doivent être faits par écrit et peuvent être expédiés aux parties à leurs adresses respectives par la poste, sous pli recommandé ou certifié, ou par télécopieur ou messenger, sauf s'il y est autrement prévu. Ils sont présumés avoir été reçus la journée même s'ils sont transmis par messenger ou télécopieur, et le cinquième jour ouvrable suivant leur envoi s'ils le sont par la poste.

En tout état de cause, la partie qui expédie l'avis doit pouvoir faire la preuve de l'envoi si une autre partie le requiert, sans quoi, l'avis est présumé nul et non avenu.

AU : Gouvernement 710, Place d'Youville
6^e étage
Québec (Québec)
G1R 4Y4
Télécopieur : 1 418 644 0519
À l'attention de : Sous-ministre du
Développement économique, de
l'Innovation et de l'Exportation

À : Hydro-Québec Siège social
75, boulevard René-Lévesque Ouest
20^e étage
Montréal (Québec)
H2Z 1A4
Télécopieur : 1 514 289 3317
À l'attention de : Vice-président exécutive,
Affaires corporatives et
secrétaire générale

À : Alcan Inc.

1188, rue Sherbrooke Ouest
C.P. 6090

Montréal (Québec) H3C 3A7
Canada

Télécopieur : 1 514 848 8115

À l'attention de : Président, Groupe Alcan Métal
primaire

12. Dispositions générales

- 12.1** La présente lettre et les annexes qui en font partie ne peuvent être modifiées que par un amendement dûment signé par les parties. Le contenu du préambule à la présente lettre n'a pas pour effet de conférer des droits ou d'établir des obligations à l'égard de l'une ou l'autre des parties.
- 12.2** Les délais contenus à la présente sont de rigueur.
- 12.3** Chaque partie assume ses dépenses et celles de ses gestionnaires, administrateurs, officiers, employés, conseillers et représentants relativement à la présente.
- 12.4** Chaque partie à la présente représente et garantit à chacune des autres parties (i) qu'elle a obtenu toutes les autorisations nécessaires (sous réserve du paragraphe 4.2) et qu'elle a pleins pouvoirs pour signer la présente et exécuter ses obligations en vertu de la présente, (ii) que par la signature et la performance de la présente elle n'enfreint pas son acte constitutif, lorsqu'applicable, non plus qu'aucune loi ou règlement et, (iii) que suite à sa signature, la présente créera des engagements de nature contractuelle conformément à ce qui y est décrit, aura tous ses effets et sera pleinement exécutoire contre elle selon ses termes.
- 12.5** Jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par les différents contrats auxquels il est fait référence dans la présente lettre d'entente, cette dernière et ses annexes constituent l'entente complète entre les parties concernant les sujets qui y sont mentionnés. Tout engagement ou condition au bénéfice d'une partie ne peut faire l'objet d'une renonciation que par cette partie. Si une ou plusieurs des dispositions de la présente lettre d'entente étaient invalidées par un tribunal pour quelque motif que ce soit, les autres dispositions qui y sont contenues continueront d'avoir plein effet entre les parties et si la disposition invalidée avait un impact défavorable significatif envers une ou l'autre des parties, les parties concernées négocieront de bonne foi les modalités pertinentes afin de compenser la partie affectée dans une mesure équivalente.

- 12.6 Advenant l'octroi d'un ou de plusieurs contrats d'énergie à un compétiteur d'Alcan (producteur d'aluminium primaire au Québec) d'ici le 31 décembre 2018, le Gouvernement s'engage à faire en sorte que les contrats d'énergie en vigueur entre Alcan et Hydro-Québec soient revus de façon à octroyer à Alcan des avantages au moins équivalents à ceux consentis au compétiteur (dans la mesure où ceux-ci s'avèrent plus avantageux). L'application à Alcan des avantages au moins équivalents en vertu de la phrase précédente est sujette à ce qu'Alcan ait pris ou prenne auprès du Gouvernement un niveau d'engagement similaire (au moment de l'octroi de l'avantage) à celui du compétiteur précité en contrepartie de ces avantages.
- 12.7 La présente lettre d'intention est régie et doit être interprétée suivant les lois du Québec et les lois du Canada qui y sont applicables.
- 12.8 Tout différend entre les parties relatif aux engagements prévus aux présentes, incluant, sans en limiter la généralité, la validité, l'interprétation ou le caractère obligatoire de ces engagements devra être soumis à l'arbitrage par trois arbitres en conformité avec les règles d'arbitrage du Centre d'arbitrage commercial et international du Québec. L'arbitrage devra se tenir au Québec et être conduit en français.
- 12.9 Aucune partie n'est habilitée à engager l'autre partie face à un tiers sans obtenir son consentement écrit préalable. Par ailleurs, les parties conviennent qu'aucun contrat d'agence, mandat, partenariat ou société n'est créé par l'effet de la présente. Les engagements contenus à la présente sont au seul bénéfice des parties. Rien à la présente ne doit être interprété de façon à constituer une stipulation pour autrui.
- 12.10 Sauf indication contraire, toute référence à des dollars contenue à la présente lettre d'entente doit être comprise comme une référence à des dollars canadiens.
- 12.11 L'utilisation des sommes prêtées à Alcan en vertu des présentes pourra en tout temps faire l'objet d'une vérification par le Gouvernement, le Contrôleur des finances ou le Vérificateur général du Québec qui, à cette fin, auront le pouvoir de prendre connaissance et de faire examen de tous les registres et documents qu'ils jugent utiles à cette vérification.
- 12.12 La présente lettre d'entente peut être signée en plusieurs exemplaires, chacun étant réputé constituer un original, mais tous les exemplaires ne constituent qu'une seule et même entente.
- 12.13 Les représentants et signataires pour Alcan, le Gouvernement et Hydro-Québec déclarent avoir pris connaissance de la présente lettre d'entente ainsi que des annexes, en accepter les termes, conditions et modalités, et la signer en toute bonne foi.

ALCAN INC.

Par : _____
Nom : David McAusland
Titre : Vice-président directeur, Développement d'entreprise et
directeur général des Services juridiques

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Par : _____
Nom : Gilles Demers
Titre : Sous-ministre du Développement économique, de l'Innovation
et de l'Exportation

Par : _____
Nom : Normand Bergeron
Titre : Sous-ministre des Ressources naturelles et de la Faune

Par : _____
Nom : Jean Houde
Titre : Sous-ministre des Finances

Par :

Nom : Madeleine Paulin

Titre : Sous-ministre du Développement durable, de l'Environnement et
des Parcs

HYDRO-QUÉBEC

Par :

Nom : Thierry Vandal

Titre : Président-directeur général

ANNEXES

1. EXTRAIT DE PRÉSENTATION SUR ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
2. ENTENTE DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE
3. AIDE FINANCIÈRE D'INVESTISSEMENT QUÉBEC À ALCAN INC. – SOMMAIRE DES MODALITÉS ET CONDITIONS
4. SCÉNARIO D'INVESTISSEMENT ENVISAGÉ – États financiers prévisionnels
5. AVENANT NUMÉRO 1 AU BAIL DE LA PÉRIBONCA
6. AVENANT NUMÉRO 1 AU CONTRAT D'ÉNERGIE (CONTRAT 342 MW)
7. PRINCIPALES MODALITÉS DE L'ÉNERGIE SUPPLÉMENTAIRE (CONTRAT 225 MW – Termes et conditions)
8. AVENANT NUMÉRO 1 AU CONTRAT DE PUISSANCE
9. ÉLÉMENTS DE MISE EN ŒUVRE DE LA LETTRE D'ENTENTE